

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS	
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au Directeur de l'imprimerie Nationale à Rufisque	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		La ligne 1.000 francs	
	Six mois	Un an	Six mois	Un an		
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f		31.000f.		Chaque annonce répétée Moitié prix	
	Etranger : France, Zaire R.C.A. Gabon, Maroc.		-		(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces)	
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Algérie, Tunisie		20.000f. 40.000f			
	Etranger : Autres Pays		23.000f 46.000f		Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520 790 630/81	
Prix du numéro Année courante 600 f		Année ant. 700f.				
Par la poste : Majoration de 130 f par numéro		-				
	Journal légalisé 900 f		Par la poste -			

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

LOI

2013

8 juillet Loi n° 2013-03 relative à la première loi de finances rectificative pour l'année 2013 1025

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 1050

PARTIE OFFICIELLE

LOI

LOI n° 2013-03 du 8 juillet 2013
relative à la première loi de finances
rectificative pour l'année 2013

EXPOSÉ GÉNÉRAL DES MOTIFS

Le Gouvernement a pris l'engagement ferme de ramener le déficit public en dessous de 5% du PIB en 2013 et sous la barre des 4% à moyen terme.

Toutefois, le Sénégal fait aujourd'hui face à des risques importants en matière de sécurité. En effet, l'instabilité en Guinée Bissau et les problèmes sécuritaires et humanitaires nés de la crise malienne, constituent un risque majeur pour la stabilité politique et sociale de la sous région et une source de préoccupation pour notre pays.

Par ailleurs, la forte demande sociale et la multiplication des revendications dans un contexte pré-électoral, méritent d'être prises en compte afin de préserver la stabilité sociale. De même, des efforts accrus doivent être faits dans la lutte contre les inondations.

Cependant, le profit de la loi de Finances Initiale pour 2013, caractérisé par des prévisions minimales pour le fonctionnement courant des ministères et institutions et une allocation des ressources d'investissement faite prioritairement en faveur de l'agriculture, des infrastructures, de l'énergie et de l'assainissement, ne permet pas d'envisager une réduction des dépenses pour prendre en charge ces besoins prioritaires nouveaux.

Pour relever ces défis, le Gouvernement, tout en maintenant son engagement de réduire le déficit public à moyen terme afin de préserver la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette, compte ramener les cibles de déficits à 5,3% en 2013 et à 4,6% en 2014.

C'est dans ce contexte et en application des dispositions des articles 4 et 35 de la loi n°2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finances, qu'est élaboré le projet de la première loi de finances rectificative pour l'année 2013 qui a principalement pour objet de :

- prendre en compte l'impact sur les finances publiques de la situation de sécurité dans le sahel en renforçant les crédits alloués à la Défense nationale et à la sécurité intérieure pour faire face aux exigences opérationnelles du moment (sécurisation aux frontières, restauration de l'efficacité opérationnelle dans les domaines de la mobilité et de la sécurité des interventions, mise en œuvre des dispositifs de lutte contre les différentes formes d'insécurité récurrente) ;

- mettre en place le complément de financement sur ressources internes nécessaire à la mise en œuvre du programme d'urgence de lutte contre les inondations 2012/2013 ;
- assurer la couverture des charges de personnels qui seront induites par le recrutement de 5591 agents et le reclassement des enseignants dits corps émergents ;
- prévoir des crédits au titre de la marge de soutien à la Société Africaine de Raffinages (SAR) et de la couverture de pertes commerciales sur le gaz ;
- accorder une subvention sur le prix du sucre ;
- inscrire des crédits supplémentaires dans le budget du ministère de l'Education, aux fins d'assurer la couverture des frais de corrections et déplacements résultant de l'organisation d'examen en deux sessions au cours de l'année scolaire 2012-2013 ;
- procéder à de nouvelles dotations budgétaires, pour se conformer aux dispositions du décret n°2012-1223 du 5 novembre 2012 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des Etablissements Publics, des Sociétés nationales et des Sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié par le décret n°2013-11 du 3 janvier 2013 ;
- réviser à la baisse les recettes ;
- constater la baisse des intérêts sur la dette, suite à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie, avec les résultats satisfaisants obtenus depuis le début de l'année sur les émissions des titres publics ;
- revoir à la baisse les dépenses en capital sur ressources extérieures en raison d'une part, de part, de l'arrêt du projet d'acquisition de groupes conteneurisés au profit de la nouvelle option de l'Etat de privilégier le mix énergétique (énergie renouvelables, gaz) dans le cadre de la lettre de politique de développement du secteur de l'énergie et d'autre part, de la révision à la baisse de la programmation de financements extérieurs, tenant compte des délais réalistes d'exécution physique des travaux ;
- soumettre à la formalité de ratification, prévue par les articles 12 et 35 de la loi organique évoquée ci-dessus, les décrets d'avances pris.

Globalement, les ressources et les charges du présent projet de loi de finances rectificative 2013 sont arrêtées, en équilibre,* au montant de 2527,036 milliards de francs CFA.

S'agissant des ressources du Budget général, elles sont arrêtées au montant de 2446,6 milliards de francs CFA contre 2450,7 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale 2013, soit une baisse nette d'un montant de 4,1 milliards de francs CFA en valeur absolue et 0,2% en valeur relative.

Ces ressources se décomposent comme suit :

- Recettes fiscales 1.459 milliards ;
- Recettes non fiscales 83 milliard ;
- Recette exceptionnelles (PPTE-IADM) 59 milliards ;
- Remboursements de prêts et avances 12,8 milliards ;
- Dons, Legs et Emprunts 337,1 milliards ;
- Dons programmes 38,4 milliards ;
- Emprunts 457,3 milliards ;

Cette diminution provient de la baisse des ressources extérieures pour un montant de 60 milliards de francs CFA, des recettes fiscales d'un montant de 33,5 milliards de francs et des dons budgétaires d'un montant de 0,2 milliard de francs CFA, atténuée par la hausse des emprunts budgétaires d'un montant de 84 milliards de francs CFA et des recettes non fiscales d'un montant de 5,6 milliards de francs CFA.

Concernant les ressources extérieures, la baisse est imputable principalement aux tirages sur prêts projets qui passent de 228,2 milliards de francs CFA à 168,2 milliards de francs CFA, soit 26,3% en valeur relative.

Pour les emprunts, le montant a été revu à la hausse passant ainsi de 373, 25 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale 2013 à 457,27 milliards de francs CFA dans le projet de la première loi de finances rectificative pour 2013, soit une hausse de 22,5% en valeur relative.

Quant aux dépenses du Budget général, elles enregistrent une baisse d'égale montant aux ressources et passent de 2450,7 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale pour 2013 à 2446,6 milliards de francs CFA dans le présent projet de loi.

Cette baisse résulte de la diminution des dépenses en capital sur ressources externes d'un montant de 60 milliards de francs CFA, de la dette publique d'un montant de 27,9 milliards de francs CFA. Elle est atténuée par une progression des autres dépenses courantes d'un montant de 57 milliards de francs CFA, des dépenses d'investissement sur ressources internes d'un montant de 16,8 milliards de francs CFA et des dépenses de personnel pour un montant de 10 milliards de francs CFA.

En ce qui concerne les autres dépenses courantes, les crédits additionnels sont destinés à la prise en charge de la compensation tarifaire sur le prix de l'électricité, de la subvention à la Société Africaine de Raffinage, de la subvention aux ménages sur le gaz et le sucre et des dépenses exceptionnelles de sécurité.

En outre, des réaménagements ont été faits et des mesures nouvelles accordées sur les autres dépenses courantes pour d'une part, allouer des crédits aux services non dotés dans la loi de finances initiale 2013 et figurant dans le décret n°2012-1223 du 5 novembre 2012 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des Etablissements Publics, des Sociétés nationales et des Sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié par le décret n°2013-11 du 3 janvier 2013 et d'autre part, prendre en compte le fonctionnement des nouveaux Ambassades et Consultats.

Ainsi, l'enveloppe des autres dépenses courantes (fonctionnement et transferts courants) passe de 630,3 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale 2013 à 687,3 milliards de francs CFA dans le présent projet de loi.

S'agissant des dépenses d'investissement, l'enveloppe passe de 912,4 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale pour l'année 2013 à 869,2 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectificative pour l'année 2013.

Sa répartition par source de financement se présente comme suit :

- 532,1 milliards de francs pour les dépenses en capital sur ressources internes, soit 61,2% des investissements publics contre 515,3 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale pour l'année 2013, soit une augmentation de 16,8 milliards de francs CFA en valeur absolue et de 3,3% en valeur relative ;
- 337,1 milliards de francs CFA pour les dépenses en capital sur ressources extérieures, soit 38,8% des investissements publics contre 397,1 milliards de francs CFA dans la loi de finances initiale pour l'année 2013, soit une baisse de 60 milliards de francs CFA en valeur absolue et de 15,1%.

Comparativement aux lois de finances de la gestion 2012 et à la loi de finances initiale pour 2013, les principaux flux retenus dans le présent projet de loi de finances rectificative, sont décrits dans le tableau ci-après :

En milliards de CFA

	2012	2012	2013	2013	ECARTS LFR/LFI	
	LFI	LFR(1)	LFI	LFR(1)	Valeur	%
BUDGET GENERAL						
Recettes du budget général	2266,9	2374,2	2450,7	2446,6	-4,1	-0,2%
Recettes internes	1943,9	1957,8	2053,6	2109,5	55,9	2,7%
Recettes ordinaires hors dons	1515,0	1461,4	1569,9	1542,0	-27,9	-1,8%
Recettes exceptionnelles	60,0	59,9	59,0	59,0	0,0	0,0%
Autres recettes	3,0	3,0	12,8	12,8	0,0	0,0%
Emprunt	346,9	401,8	373,3	457,3	84,0	22,5%
Dons budgétaires	19,0	31,7	38,6	38,4	-0,2	-0,5%
Recettes externes	323,0	416,4	397,1	337,1	-60,0	-15,1%
Ressources affectées	323,0	416,4	397,1	337,1	-60,0	-15,1%
Charges du budget général	2266,9	2374,2	2450,7	2446,6	-4,1	-0,2%
Dépenses ordinaires	1435,9	1453,5	1538,3	1577,4	39,1	2,5%
Dette publique	347,9	356,7	440,9	413,0	-27,9	-6,3%
Traitements et salaires	443,5	450,0	467,1	477,1	10,0	2,1%
Autres dépenses courantes	644,5	646,8	630,3	687,3	57,0	9,0%
Dépenses en capital	831,0	920,7	912,4	869,2	-43,2	-4,7%
- sur ressources internes	508,0	504,3	515,3	532,1	16,8	3,3%
- sur ressources externes	323,0	416,4	397,1	337,1	-60,0	-15,1%
Solde du Budget général	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
COMPTES SPECIAUX TRESOR						
Ressources	77,9	77,9	80,5	80,5	0,0	0,0%
Charges	77,9	77,9	80,5	80,5	0,0	0,0%
Solde des comptes spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
dont prêts logements	6,0	6,0	6,0	6,0	0,0	0,0%
SOLDE GLOBAL						
Y compris dons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	

Telle est l'économie du présent projet de la première loi de finances rectificative pour l'année 2013 soumis à l'adoption de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du vendredi 28 juin 2013 :

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. - Les dispositions de l'article 1^{er} alinéa II, III et IV, de l'article 2, de l'article 3 alinéa I et II, des articles 4, 5, 6 et 7 de la loi n° 2012-18 du 17 décembre 2012 portant loi de finances pour l'année 2013 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES.

A. DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article premier. - *Evaluation et autorisation de perception des ressources*

II. - Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative pour l'année 2013, à la somme de 2.109.470.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

III. - Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative 2013, à la somme de 337.100.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

IV. - Les ressources totales du budget général sont prévues à 2.446.570.000.000 francs CFA;

B. DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Article 2. - *Evaluation des charges*

Les charges du budget général sont évaluées dans la première loi de finances rectificative pour l'année 2013, à la somme de 2.446.570.000.000 francs CFA conformément aux annexes 3,4 et 5 de la présente loi ».

TITRE II. - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 3. - *Equilibre général du Budget*

« 1. Pour l'année 2013, les ressources évaluées dans l'annexe 1 de la présente loi de finances rectificative, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants ci-après :

En millions de francs

RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	Solde
1. - BUDGET GENERAL				
A. OPERATIONS DONT LE TRESOR EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
A 1. - Recettes internes		A 1. Dépenses sur recettes internes		
A 1-1 Recettes				
Recettes fiscales	1.459.000	Dette publique	412.970	
Recettes non fiscales	83.000	Dépenses de personnel	477.100	
Recettes exceptionnelles	59.000	Autres dépenses courantes	687.300	
Remboursements Prêts et avances	12.000	Dépenses en capital sur ressources internes	532.100	
Dons budgétaires	38.400		
Total recettes .	1.652.200	Total dépenses sur recettes internes	2.109.470	-457.270
A 1-2. -Emprunts				
Emprunts.....	457.270			
Total emprunts ..	457.270			
Total A = (A-1-1+A 1-2)	2.109.470	Total A = (A 1) .	2.109.470	0
B. OPERATIONS DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
B - Recettes externes				
l'irage Dons et emprunts	337.100	Dépenses en capital sur ressources externes	337.100	
Total B	337.100	Total B	337.100	
TOTAL I = (A+B)	2.446.570	TOTAL I = (A+B)	2.446.570	0
2. COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Recettes	80.466	Dépenses	80.466	
TOTAL BUDGET =(1+2)	2.527.036	TOTAL BUDGET =(1+2)	2.527.036	0

II. - Pour l'année 2013, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons, au nom de l'Etat du Sénégal, pour un montant global de 832.770.000.000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché intérieur, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE PREMIER. - MOYENS DES SERVICES

A - BUDGET GENERAL

A-1 - DEPENSES ORDINAIRES

Article 4. - Services votés

« Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2013, au titre des services votés réévalués des dépenses ordinaires, est fixé à la somme de 1.505.270.000.000 francs CFA conformément à l'annexe 3 et selon la répartition par titre suivante :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique 412.970.000.000 francs CFA
- Titre 2. Dépenses de personnel 463.100.000.000 francs CFA
- Titre 3. Dépenses de fonctionnement 338.416.590.695 francs CFA
- Titre 4. Transferts courants 290.783.409.305 francs CFA

Article 5. - Mesures nouvelles

« Il est ouvert, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2013, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 72.100.000.000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre 2. Dépenses de personnel 14.000.000.000 francs CFA
- Titre 3. Dépenses de fonctionnement 20.341.000.000 francs CFA
- Titre 4. Transferts courants 37.759.000.000 francs CFA

Ces crédits sont répartis par institution et ministère conformément à l'annexe 4 de la présente loi. »

A - 2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Article 6. - Dépenses en capital sur ressources internes

« I - Il est ouvert pour la loi de finances rectificative pour l'année 2013, au titre des dépenses en capital, du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 532.100.000.000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre 5. Investissements exécutés par l'Etat 164.913.992.000 francs CFA
- Titre 6. Transfert en capital 367.186.008.000 francs CFA

II. - Il est ouvert pour loi de finances rectificative 2013, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes d'un montant de 4.810.540.000.000 francs CFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe 5 bis jointe à la présente loi.

Article 7. - Dépenses en capital sur ressources externes

« I. - Pour la loi de finances rectificative pour l'année 2013, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 337.100.000.000 francs CFA ainsi réparties :

- Emprunts 168.200.000.000 francs CFA
- Subventions 168.900.000.000 francs CFA

II. - Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 4.155.755.000.000 de francs CFA.

Ces financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe 5 bis jointe à la présente loi.

TITRE 2. - *DISPOSITIONS DIVERSES*Article 2. - *Disposition nouvelle*

Les dispositions de la loi n° 2012-18 du 17 décembre 2012 portant loi de finances pour l'année 2013 sont complétées par deux articles 20 et 21 ainsi libellés :

Article 20. - *Ratification de décrets d'avances.*

Sont ratifiés les crédits ouverts par les décrets n° 2012-278 du 16 février 2012, 2012-747 du 19 juillet 2012, 2012-903 du 30 août 2012, 2012-910 du 05 septembre 2012, 2012-988 du 18 septembre 2012, 2012-1162 du 25 octobre 2012, 2012-1277 du 15 novembre 2012, 2012-1299 du 15 novembre 2012, 2012-1333 du 16 novembre 2012, 2012-1410 du 08 décembre 2012, 2012-1423 du 10 décembre 2012, 2012-724 du 19 août 2012, 2012-826 du 07 août 2012, 2012-1227 du 05 novembre 2012, 2012-1226 du 05 novembre 2012, 2012-1225 du 05 novembre 2012, 2012-854 du 14 août 2012, 2012-665 du 19 juin 2012, 2012-600 du 19 juin 2012, 2012-909 du 05 septembre 2012, 2012-990 du 19 septembre 2012, 2012-1071 du 04 octobre 2012, 2012-1334 du 16 novembre 2012, 2012-1334 du 16 novembre 2012, 2012-1435 du 14 décembre 2012, 2013-583 du 29 avril 2013, 2013-314 du 06 mars 2013 portant ouverture de crédits à titre d'avances.

Article 21. - *Disposition accordant des avantages fiscaux et douaniers dérogatoires*

« Le Ministère chargé des Finances est autorisé, pendant un délai de trois ans, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à accorder des avantages fiscaux et douaniers dérogatoires au Code général des impôts et au Code des Investissements, aux investisseurs qui interviennent dans le domaine de la fourniture d'énergie électrique à la SENELEC.

Ces dispositions s'appliquent exclusivement aux personnes physiques ou morales qui réalisent des investissements d'un montant supérieur à 250 milliards ou qui offrent une capacité au moins égale à 150 méga watts.

Le contenu des avances fiscaux et douaniers visés à l'alinéa premier ainsi que leurs modalités de mise en oeuvre seront précisés dans la convention signée avec l'investisseur ou dans tout autre acte pris à cet effet.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar le 8 juillet 2013

Macky SALL.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,
Abdoul MBAYE.

ANNEXE 1.

Prévisions des ressources par article, paragraphe et ligne

En milliers de Francs

	Prévisions LFI 2013	Réalisations au 30 avril 2013	Prévisions LFR 2013	Ecart. LFR/LFI	Taux Ecart
ARTICLE 71. - RECETTES FISCALES					
Paragraphe 0711.					
Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	160.500.000	45.300.000	151.500.000	-9.000.000	-5,61%
Paragraphe 0712.					
Impôts sur les salaires et autres rémunérations	238.600.000	79.000.000	238.600.000	0	0,00%
Paragraphe 0713.					
Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	24.100.000	0	20.600.000	-3.500.000	-14,52%
Paragraphe 0714.					
Autres impôts directs (dont CGU)	0	0	0	0	
TOTAL IMPOTS DIRECTS	423.200.00	124.300.000	410.700.000	-12 500.000	-2,95 %
Paragraphe 0715.					
Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	796.800.000	201.100.000	781.000.000	-15.800.000	-1,98%
Paragraphe 0716.					
Droits de timbre et d'enregistrement	33.300.000	14.300.000	32.000.000	-1.300.000	-3,90%
Paragraphe 0717.					
Droits et taxes à l'importation	202.400.000	65.900.000	202.400.000	0	0,00%
Paragraphe 0719.					
Autres recettes fiscales.	36.800.000	5.200.000	32.900.000	-3.900.000	-10,60%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS	1.069.300.000	286.500.000	1.048.300.000	-21.000.000	-1,96%
071. - TOTAL RECETTES FISCALES .	1.492.500.000	410.800.000	1.459.000.000	-33.500.000	-2,24%
ARTICLE 72. - RECETTES NON FISCALES					
Paragraphe 0721.					
Revenu de l'Entreprise et du Domaine	22.500.000	2.400.000	22.500.000	0	0,00%
Paragraphe 0722.					
Droits et frais administratifs	100.000	0	100.000	0	0,00%
Paragraphe 0723.					
Amendes et Condamnations pécuniaires	100.000	0	100.000	0	0,00%
Paragraphe 0724.					
Produits financiers	52.000.000	2.400.000	57.600.000	5.600.000	10,77%
Paragraphe 0729.					
Autres recettes non fiscales	2.700.000	2.000.000	2.700.000	0	0,00%
072. - TOTAL RECETTES NON FISCALES	77.400.000	6.800.000	83.000.000	5.600.000	7,24%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1.569.900.000	417.600.000	1.542.000.000	-27.900.000	-1,78%

	Prévisions LFI 2013	Réalisations au 30 avril 2013	Prévisions LFR 2013	Ecart. LFR/LFI	Taux Ecart
074. DONNS PROGRAMMES	38.600.000	0	38.400.000	-200.000	-0,52%
076. RECETTES EXCEPTIONNELLES	59.000.000	0	59.000.000	0	0,00%
729. REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	12.800.000	0	12.800.000	0	0,00%
014. EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	150.000.000	25.950.000	79.000.000	-71.000.000	-47,33%
016. EMPRUNTS PROGRAMMES	37.200.000	0	51.000.000	13.800.000	37,10%
017. AUTRES EMPRUNTS	186.050.000	59.650.000	327.270.000	141.220.000	75,90%
Total emprunts	373.250.000	85.600.000	457.270.000	84.020.000	22,51%
TOTAL ARTICLES 74, 76, 729, 14, 16, et 17	483.650.000	85.600.000	567.470.000	83.820.000	17,33%
TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71, 72, 76, 29, 14, 16 et 17)	2.053.550.000	503.200.000	2.109.470.000	55.920.000	2,72%
012. DONNS PROJETS ET LEGS	168.900.000	24.490.147	168.900.000	0	0,00%
015. TIRAGES SUR EMPRUNTS PROJETS	228.200.000	52.436.997	168.200.000	-60.000.000	-26,29%
TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12 et 15)	397.100.000	76.927.144	337.100.000	-6.000.000	-15,11%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL	2.450.650.000	580.127.144	2.446.570.000	-4.080.000	-0,17%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	80.466.000		80.466.000	0	0,00%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux DU TRÉSOR	2.531.116.000	580.127.144	2.527.036.000	-4.080.000	-0,16%

ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
10 Dette Publique		
DETTE PUBLIQUE		
Dette Publique		
Titre 1. - 10 Amortissement et charge de la dette publique	440.850.000.000	412.970.000.000
Total Dette Publique	440.850.000.000	412.970.000.000
Total Budget général	440.850.000.000	412.970.000.000
Total général Section 10.	440.850.000.000	412.970.000.000
21. Présidence de la République		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 21 Dépenses de personnel	4.038.065.200	4.038.065.200
Titre 3. - 21 Dépenses de fonctionnement	9.231.774.000	9.800.774.000
Titre 4. - 21 Transferts courants	14.353.728.000	22.043.728.000
Total Budget de Fonctionnement	27.623.567.200	35.882.567.200
Total Budget général	27.623.567.200	35.882.567.200
Total général Section 21	27.623.567.200	35.882.567.200
22. Assemblée nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 22 Dépenses de personnel	8.241.277.580	8.241.277.580
Titre 3. - 21 Dépenses de fonctionnement	7.468.345.000	7.508.345.000
Titre 4. - 21 Transferts courants	91.161.000	91.161.000
Total Budget de Fonctionnement	15.800.783.580	15.840.783.580
Total Budget général	15.800.783.580	15.840.783.580
Total général Section 22	15.800.783.580	15.840.783.580
23. Commission Electorale nationale Autonome		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 4. - 23 Transferts courants	2.100.983.000	2.100.983.000
Total Budget de Fonctionnement	2.100.983.000	2.100.983.000
Total Budget général	2.100.983.000	2.100.983.000
Total général Section 23	2.100.983.000	2.100.983.000
24. Conseil Economique, Social et Environnemental		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 24 Dépenses de personnel	0	1.000.000.000
Titre 3. - 24 Dépenses de fonctionnement	0	327.500.000
Titre 4. - 24 Transferts courants	0	347.087.000
Total Budget de Fonctionnement	0	1.674.587.000
Total Budget général	0	1.674.587.000
Total général Section 24	0	1.674.587.000

26 octobre 2013

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

1035

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013.	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
25. Conseil Constitutionnel		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 25 Dépenses de personnel	137.043.400	137.043.400
Titre 3. - 25 Dépenses de fonctionnement	108.370.000	108.370.000
Total Budget de Fonctionnement	245.413.400	245.413.400
Total Budget général	245.413.400	245.413.400
Total général Section 25	245.413.400	245.413.400
27. Cour Suprême		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 27 Dépenses de personnel	805.771.000	805.771.000
Titre 3. - 27 Dépenses de fonctionnement	915.956.000	915.956.000
Titre 4. - 27 Transferts courants	1.977.000	1.977.000
Total Budget de Fonctionnement	1.723.704.000	1.723.704.000
Total Budget général	1.723.704.000	1.723.704.000
Total général Section 27	1.723.704.000	1.723.704.000
28. Cour des Comptes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 28 Dépenses de personnel	765.533.880	770.533.880
Titre 3. - 28 Dépenses de fonctionnement	253.952.000	253.952.000
Total Budget de Fonctionnement	1.019.485.880	1.024.485.880
Total Budget général	1.019.485.880	1.024.485.880
Total général Section 28	1.019.485.880	1.024.485.880
30. Primature		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 30 Dépenses de personnel	1.173.835.140	1.173.835.140
Titre 3. - 30 Dépenses de fonctionnement	3.073.274.000	3.073.274.000
Titre 4. - 30 Transferts courants	4.975.741.000	5.087.390.020
Total Budget de Fonctionnement	9.222.850.140	9.334.499.160
Total Budget général	9.222.850.140	9.334.499.160
Total général Section 30	9.222.850.140	9.334.499.160
31. Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extrérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 31 Dépenses de personnel	14.268.454.180	15.347.173.180
Titre 3. - 31 Dépenses de fonctionnement	12.469.921.000	17.469.921.000
Titre 4. - 31 Transferts courants	5.210.634.000	7.210.634.000
Total Budget de Fonctionnement	31.949.009.180	40.027.728.180
Total Budget général	31.949.009.180	40.027.728.180
Total général Section 31	31.949.009.180	40.027.728.180

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
32. Ministère des Forces Armées		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 32 Dépenses de personnel	66.493.920.540	67.293.920.540
Titre 3. - 32 Dépenses de fonctionnement	23.365.688.000	23.365.688.000
Titre 4. - 32 Transferts courants	2.313.687.000	2.313.687.000
Total Budget de Fonctionnement	92.173.295.540	9.973.295.540
Total Budget général	92.173.295.540	9.973.295.540
Total général Section 32	92.173.295.540	9.973.295.540
33. Ministère de l'Intérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 33 Dépenses de personnel	29.113.642.960	29.113.642.960
Titre 3. - 33 Dépenses de fonctionnement	7.105.082.000	7.403.084.691
Total Budget de Fonctionnement	36.218.724.960	36.516.727.651
Total Budget général	36.218.724.960	36.516.727.651
Total général Section 33	36.218.724.960	36.516.727.651
34. Ministère de la Justice		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 34 Dépenses de personnel	16.684.578.640	16.781.543.640
Titre 3. - 34 Dépenses de fonctionnement	5.379.517.000	5.379.517.000
Titre 4. - 34 Transferts courants	1.413.862.000	1.443.862.000
Total Budget de Fonctionnement	23.477.957.640	23.604.922.640
Total Budget général	23.477.957.640	23.604.922.640
Total général Section 34	23.477.957.640	23.604.922.640
35. Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 35 Dépenses de personnel	1.598.514.640	1.598.514.640
Titre 3. - 35 Dépenses de fonctionnement	481.909.000	627.019.368
Titre 4. - 35 Transferts courants	254.920.000	254.920.000
Total Budget de Fonctionnement	2.335.343.640	2.480.454.008
Total Budget général	2.335.343.640	2.480.454.008
Total général Section 35	2.335.343.640	2.480.454.008
40. Ministère de la Pêche et des Affaires maritimes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 40 Dépenses de personnel	1.341.541.280	1.341.541.280
Titre 3. - 40 Dépenses de fonctionnement	525.650.000	525.650.000
Titre 4. - 40 Transferts courants	183.447.000	183.447.000
Total Budget de Fonctionnement	2.050.638.280	2.050.638.280
Total Budget général	2.050.638.280	2.050.638.280
Total général Section 40	2.050.638.280	2.050.638.280

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
41. Ministère des Infrastructures et des Transports		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 41 Dépenses de personnel	690.874.880	690.874.880
Titre 3. - 41 Dépenses de fonctionnement	354.855.000	354.855.000
Titre 4. - 41 Transferts courants	276.109.000	276.109.000
Total Budget de Fonctionnement	1.321.838.880	1.321.838.880
Total Budget général	1.321.838.880	1.321.838.880
Total général Section 41	1.321.838.880	1.321.838.880
42. Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement rural		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 42 Dépenses de personnel	2.150.273.000	2.150.273.000
Titre 3. - 42 Dépenses de fonctionnement	1.104.950.000	1.104.950.000
Titre 4. - 42 Transferts courants	6.262.126.000	6.262.126.000
Total Budget de Fonctionnement	9.517.349.000	9.517.349.000
Total Budget général	9.517.349.000	9.517.349.000
Total général Section 42	9.517.349.000	9.517.349.000
43. Ministère de l'Economie et des Finances		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 43 Dépenses de personnel	17.819.807.380	17.819.807.380
Titre 3. - 43 Dépenses de fonctionnement	7.787.120.891	8.247.808.891
Titre 4. - 43 Transferts courants	4.295.941.380	4.588.334.035
Total Budget de Fonctionnement	29.902.869.651	30.655.950.306
Total Budget général	29.902.869.651	30.655.950.306
Total général Section 43	29.902.869.651	30.655.950.306
44. Ministère de l'Energie et des Mines		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 44 Dépenses de personnel	381.234.080	381.234.080
Titre 3. - 44 Dépenses de fonctionnement	190.188.000	190.188.000
Titre 4. - 44 Transferts courants	96.311.000	96.311.000
Total Budget de Fonctionnement	667.733.080	667.733.080
Total Budget général	667.733.080	667.733.080
Total général Section 44	667.733.080	667.733.080
45. Ministère du Commerce, de l'Industrie et du secteur informel		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 45 Dépenses de personnel	1.509.267.820	1.509.267.820
Titre 3. - 45 Dépenses de fonctionnement	426.500.000	426.500.000
Titre 4. - 45 Transferts courants	2.364.772.000	2.364.772.000
Total Budget de Fonctionnement	4.300.539.820	4.300.539.820
Total Budget général	4.300.539.820	4.300.539.820
Total général Section 45	4.300.539.820	4.300.539.820

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
46. Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 46 Dépenses de personnel	1.148.603.700	1.148.603.700
Titre 3. - 46 Dépenses de fonctionnement	455.448.000	455.448.000
Titre 4. - 46 Transferts courants	15.000.000	15.000.000
Total Budget de Fonctionnement	1.619.051.700	1.619.051.700
Total Budget général	1.619.051.700	1.619.051.700
Total général Section 46	1.619.051.700	1.619.051.700
49. Ministère du Tourisme et des Loisirs		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 49 Dépenses de personnel	330.671.760	344.671.760
Titre 3. - 49 Dépenses de fonctionnement	186.417.000	190.694.470
Titre 4. - 49 Transferts courants	43.877.000	43.877.000
Total Budget de Fonctionnement	560.965.760	579.243.230
Total Budget général	560.965.760	579.243.230
Total général Section 49	560.965.760	579.243.230
50. Ministère de l'Education nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 50 Dépenses de personnel	189.204.467.520	189.204.467.520
Titre 3. - 50 Dépenses de fonctionnement	120.482.836.000	120.724.497.000
Titre 4. - 50 Transferts courants	2.017.405.000	2.017.405.000
Total Budget de Fonctionnement	311.704.708.520	311.946.369.520
Total Budget général	311.704.708.520	311.946.369.520
Total général Section 50	311.704.708.520	311.946.369.520
52. Ministère des Sports		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 52 Dépenses de personnel	1.149.102.920	1.149.102.920
Titre 3. - 52 Dépenses de fonctionnement	1.894.240.000	1.966.140.000
Titre 4. - 52 Transferts courants	500.275.000	428.375.000
Total Budget de Fonctionnement	3.543.617.920	3.543.617.920
Total Budget général	3.543.617.920	3.543.617.920
Total général Section 52	3.543.617.920	3.543.617.920
53. Ministère de la Culture		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 53 Dépenses de personnel	879.204.500	879.204.500
Titre 3. - 53 Dépenses de fonctionnement	457.367.000	457.367.000
Titre 4. - 53 Transferts courants	3.522.406.000	3.522.406.000
Total Budget de Fonctionnement	4.858.977.500	4.858.977.500
Total Budget général	4.858.977.500	4.858.977.500
Total général Section 53	4.858.977.500	4.858.977.500

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
54. Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 54 Dépenses de personnel	35.388.243.500	35.388.243.500
Titre 3. - 54 Dépenses de fonctionnement	10.235.685.000	10.235.685.000
Titre 4. - 54 Transferts courants	27.556.245.000	27.556.245.000
Total Budget de Fonctionnement	73.180.173.500	73.180.173.500
Total Budget général	73.180.173.500	73.180.173.500
Total général Section 54	73.180.173.500	73.180.173.500
55. Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 55 Dépenses de personnel	1.118.956.000	1.147.704.000
Titre 3. - 55 Dépenses de fonctionnement	674.267.000	674.267.000
Titre 4. - 55 Transferts courants	1.048.945.000	1.048.945.000
Total Budget de Fonctionnement	2.842.168.000	2.870.916.000
Total Budget général	2.842.168.000	2.870.916.000
Total général Section 55	2.842.168.000	2.870.916.000
56. Ministère de l'Environnement et du développement durable		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 56 Dépenses de personnel	4.451.763.840	4.451.763.840
Titre 3. - 56 Dépenses de fonctionnement	3.257.219.000	3.257.219.000
Titre 4. - 56 Transferts courants	751.290.000	751.290.000
Total Budget de Fonctionnement	8.460.272.840	8.460.272.840
Total Budget général	8.460.272.840	8.460.272.840
Total général Section 56	8.460.272.840	8.460.272.840
58. Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneariat Féminin		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 58 Dépenses de personnel	1.437.811.300	1.437.811.300
Titre 3. - 58 Dépenses de fonctionnement	973.818.000	973.818.000
Titre 4. - 58 Transferts courants	1.058.494.000	1.058.494.000
Total Budget de Fonctionnement	3.470.123.300	3.470.123.300
Total Budget général	3.470.123.300	3.470.123.300
Total général Section 58	3.470.123.300	3.470.123.300
59. Ministère de la Formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat.		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 59 Dépenses de personnel	8.656.346.680	8.627.598.680
Titre 3. - 59 Dépenses de fonctionnement	7.410.858.000	7.410.858.000
Titre 4. - 59 Transferts courants	1.276.685.000	1.276.685.000
Total Budget de Fonctionnement	17.343.889.680	17.315.141.680
Total Budget général	17.343.889.680	17.315.141.680
Total général Section 59	17.343.889.680	17.315.141.680

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
60. Chargés non Réparties		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 60 Dépenses de personnel	50.932.967.400	43.932.353.400
Titre 3. - 60 Dépenses de fonctionnement	120.849.713.479	99.912.745.275
Titre 4. - 60 Transferts courants	95.570.212.250	95.570.212.250
Total Budget de Fonctionnement	267.352.893.129	239.415.310.925
Total Budget général	267.352.893.129	239.415.310.925
Total général Section 60	267.352.893.129	239.415.310.925
62. Ministère de l'Elevage		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 62 Dépenses de personnel	1.818.922.620	1.818.922.620
Titre 3. - 62 Dépenses de fonctionnement	579.711.000	579.711.000
Titre 4. - 62 Transferts courants	204.596.000	204.596.000
Total Budget de Fonctionnement	2.603.229.620	2.603.229.620
Total Budget général	2.603.229.620	2.603.229.620
Total général Section 62	2.603.229.620	2.603.229.620
63. Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 63 Dépenses de personnel	285.097.700	285.097.700
Titre 3. - 63 Dépenses de fonctionnement	588.284.000	588.284.000
Titre 4. - 63 Transferts courants	921.370.000	1.021.370.000
Total Budget de Fonctionnement	1.794.751.700	1.894.751.700
Total Budget général	1.794.751.700	1.894.751.700
Total général Section 63	1.794.751.700	1.894.751.700
65. Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 65 Dépenses de personnel	1.687.313.440	1.687.313.440
Titre 3. - 65 Dépenses de fonctionnement	400.410.000	400.410.000
Titre 4. - 65 Transferts courants	18.326.301.000	18.326.301.000
Total Budget de Fonctionnement	20.414.024.440	20.414.024.440
Total Budget général	20.414.024.440	20.414.024.440
Total général Section 65	20.414.024.440	20.414.024.440
68. Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 68 Dépenses de personnel	769.073.040	769.073.040
Titre 3. - 68 Dépenses de fonctionnement	249.808.000	249.808.000
Titre 4. - 65 Transferts courants	248.622.000	321.822.000
Total Budget de Fonctionnement	1.267.503.040	1.340.703.040
Total Budget général	1.267.503.040	1.340.703.040
Total général Section 68	1.267.503.040	1.340.703.040

26 octobre 2013

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

1041

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2013	LFR pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
75. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 75 Dépenses de personnel	502.924.480	502.924.480
Titre 3. - 75 Dépenses de fonctionnement	2.991.286.000	3.091.286.000
Titre 4. - 75 Transferts courants	80.933.458.000	82.939.858.000
Total Budget de Fonctionnement	84.427.668.480	86.534.068.480
Total Budget général	84.427.668.480	86.534.068.480
Total général Section 75	84.427.668.480	86.534.068.480
80. Ministère de la promotion de la bonne gouvernance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 80 Dépenses de personnel	59.447.000	65.377.000
Titre 3. - 80 Dépenses de fonctionnement	75.000.000	75.000.000
Total Budget de Fonctionnement	134.447.000	140.377.000
Total Budget général	134.447.000	140.377.000
Total général Section 80	134.447.000	140.377.000
81. Ministère de la Restructuration des zones d'inondation		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2. - 81 Dépenses de personnel	65.447.000	65.447.000
Titre 3. - 81 Dépenses de fonctionnement	90.000.000	90.000.000
Titre 4. - 81 Transferts courants	14.000.000	14.000.000
Total Budget de Fonctionnement	169.447.000	169.447.000
Total Budget général	169.447.000	169.447.000
Total général Section 81	169.447.000	169.447.000
TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS	1 538.250.000.000	1.505.270.000.000

ANNEXE 4

Répartition des mesures nouvelles par Pouvoir public ou Ministère et par titre

Code Sect.	INSTITUTIONS / MINISTERES	PERSONNEL	FONCTION- NEMENT	TRANSFERTS COURANTS	TOTAL
21	Présidence de la République		475.000.000	3.930.000.000	4.405.000.000
22	Assemblée nationale				-
23	Commission Electorale nationale Autonome				-
24	Conseil Economique, social et Environnemental				
25	Conseil Constitutionnel				-
27	Cour Suprême				-
28	Cour des Comptes				-
30	Primature		120.000.000		120.000.000
	Sous total Institutions	-	595.000.000	3.930.000.000	4.525.000.000
31	Ministère des Affaires Etrangères		3.305.000.000	-	3.305.000.000
32	Ministère des Forces Armées		789.458.000	730.000.000	1.519.458.000
33	Ministère de l'Intérieur		735.000.000		735.000.000
34	Ministère de la Justice				
35	Ministère de la Fonction publique, du Travail et des Relations avec les Institutions				-
40	Ministère de la Pêche et des Affaires maritimes				
41	Ministère des Infrastructures et des Transports				
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement rural		8.280.000		8.280.000
43	Ministère de l'Economie et des Finances		75.000.000		75.000.000
44	Ministère de l'Energie et des Mines			4.000.000.000	4.000.000.000
45	Ministère du Commerce, de l'Industrie et du secteur informel				
46	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat				-
49	Ministère du Tourisme et des Loisirs		23.032.000	711.000.000	734.032.000
50	Ministère de l'Education nationale	8.000.000.000	1.800.000.000		9.800.000.000
52	Ministère des sports		200.000.000		200.000.000
53	Ministère de la Culture		3.727.000		3.727.000
54	Ministère de la Santé et de l'Action sociale				
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques				
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable				
58	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat féminin			38.000.000	38.000.000
59	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat				
60	Charges Communes	6.000.000.000	12.806.503.000	28.000.000.000	46.806.503.000
62	Ministère de l'Elevage				

ANNEXE 4

Répartition des mesures nouvelles par Pouvoir public ou Ministère et par titre

Code Sect.	INSTITUTIONS / MINISTÈRES	PERSONNEL	FONCTION- NEMENT	TRANSFERTS COUVRANTS	TOTAL
63.	Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique				
65.	Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités locales				
68.	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement				
75.	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche			350.000.000	350.000.000
80.	Ministère de la promotion de la bonne gouvernance				
81	Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation				
	SOUS TOTAL MINISTÈRES	14.000.000.000	19.746.000.000	33.829.000.000	67.575.000.000
	TOTAL GENERAL ...	14.000.000.000	20.341.000.000	37.759.000.000	72.100.000.000

ANNEXE 5

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages
par Pouvoir public ou Ministère et par titre

	RESSOURCES		RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	INTERNES	EMPRUNTS	SUBVENTION		
	CP			PT	
21. Présidence de la République					
5. Investissements exécutés par l'Etat	855.500	20.733.000	1.000.000		22.588.500
6. Transfert en capital	46.205.430	0	0		46.205.430
Total section	47.060.930	20.733.000	1.000.000		68.793.930
22. Assemblée nationale					
6. Transfert en capital	750.000	0	0		750.000
Total section	750.000	0	0		750.000
25. Conseil Constitutionnel					
6. Transfert en capital	0	0	0		0
Total section	0	0	0		0
27. Cour Suprême					
5. Investissements exécutés par l'Etat	150.000	0	0		150.000
Total section	150.000	0	0		150.000
28. Cour des Comptes					
5. Investissements exécutés par l'Etat	125.000	0	0		125.000
6. Transfert en capital	1.586.000	0	0		1.586.000
Total section	1.711.000	0	0		1.711.000
30. Primature					
5. Investissements exécutés par l'Etat	853.000	2.000.000	6.161.000		9.014.000
6. Transfert en capital	12.447.000	0	0		12.447.000
Total section	13.300.000	2.000.000	6.161.000		21.461.000
31. Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur					
5. Investissements exécutés par l'Etat	5.680.000	0	985.000		6.665.000
6. Transfert en capital	640.000	0	0		640.000
Total section	6.320.000	0	985.000		7.305.000
32. Ministère des Forces Armées					
5. Investissements exécutés par l'Etat	27.364.000	0	0		27.364.000
6. Transfert en capital	580.000	0	0		580.000
Total section	27.944.000	0	0		27.944.000
33. Ministère de l'Intérieur					
5. Investissements exécutés par l'Etat	13.294.000	1.000.000	0		14.294.000
6. Transfert en capital	20.000	0	0		20.000
Total section	13.314.000	1.000.000	0		14.314.000
34. Ministère de la Justice					
5. Investissements exécutés par l'Etat	4.320.000	940.000	1.126.000		6.386.000
Total section	4.320.000	940.000	1.126.000		6.386.000
35. Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions					
5. Investissements exécutés par l'Etat	890.000	0	0		890.000
6. Transfert en capital	193.705	0	0		193.705
Total section	1.083.705	0	0		1.083.705

ANNEXE 5

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages
par Pouvoir public ou Ministère et par titre

	RESSOURCES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	INTERNES	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT + CP
	CP	PT	PT	
40. Ministère de la Pêche et des Affaires maritimes				
5. Investissements exécutés par l'Etat	3.197.900	6.520.000	1.450.000	11.167.900
6. Transfert en capital	2.828.100	0	0	2.828.100
Total section	6.026.000	6.520.000	1.450.000	13.996.000
41. Ministère des Infrastructures et des Transports				
5. Investissements exécutés par l'Etat	480.000	25.093.000	47.649.000	73.222.000
6. Transfert en capital	89.164.000	0	0	89.164.000
Total section	89.644.000	25.093.000	47.649.000	162.386.000
42. Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement rural				
5. Investissements exécutés par l'Etat	4.421.000	21.167.000	30.748.000	56.336.000
6. Transfert en capital	58.809.000	0	0	58.809.000
Total section	63.230.000	21.167.000	30.748.000	115.145.000
43. Ministère de l'Economie et des Finances				
5. Investissements exécutés par l'Etat	28.357.311	750.000	1.096.000	30.203.311
6. Transfert en capital	43.520.629	0	0	43.520.629
Total section	71.877.940	750.000	1.096.000	73.723.940
44. Ministère de l'Energie et des Mines				
5. Investissements exécutés par l'Etat	2.073.000	43.527.000	8.109.000	53.709.000
6. Transfert en capital	15.664.000	0	0	15.664.000
Total section	17.737.000	43.527.000	8.109.000	69.373.000
45. Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel				
5. Investissements exécutés par l'Etat	1.670.000	2.682.000	4.583.000	8.935.000
6. Transfert en capital	2.820.000	0	0	2.820.000
Total section	4.490.000	2.682.000	4.583.000	11.755.000
46. Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat				
5. Investissements exécutés par l'Etat	3.414.000	0	0	3.414.000
6. Transfert en capital	4.374.000	0	0	4.374.000
Total section	7.788.000	0	0	7.788.000
49. Ministère du Tourisme et des Loisirs				
5. Investissements exécutés par l'Etat	494.000	1.000.000	655.000	2.149.000
6. Transfert en capital	500.000	0	0	500.000
Total section	994.000	1.000.000	655.000	2.649.000
50. Ministère de l'Education nationale				
5. Investissements exécutés par l'Etat	18.468.000	3.928.000	13.267.000	35.663.000
6. Transfert en capital	5.176.000	0	0	5.176.000
Total section	23.644.000	3.928.000	13.267.000	40.839.000
52. Ministère des Sports				
5. Investissements exécutés par l'Etat	2.310.000	0	4.272.000	6.582.000
6. Transfert en capital	2.310.000	0	4.272.000	6.582.000
Total section				
53. Ministère de la Culture				
5. Investissements exécutés par l'Etat	672.000	0	0	672.000
6. Transfert en capital	1.328.000	0	0	1.328.000
Total section	2.000.000	0	0	2.000.000

ANNEXE 5

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages
par Pouvoir public ou Ministère et par titre

	RESSOURCES	RESSOURCES EXTERNES*		TOTAL
	INTERNES	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT + CP
	CP	PT	PT	
54. Ministère de la Santé et de l'Action Sociale				
5. Investissements exécutés par l'Etat	17.038.000	2.241.000	14.721.000	34.000.000
6. Transfert en capital	9.012.000	0	0	9.012.000
Total section	26.050.000	2.241.000	14.721.000	43.012.000
55. Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques				
5. Investissements exécutés par l'Etat	820.000	0	967.000	1.787.000
6. Transfert en capital	425.000	0	0	425.000
Total section	1.245.000	0	967.000	2.212.000
56. Ministère de l'Environnement et du développement durable				
5. Investissements exécutés par l'Etat	4.128.000	1.400.000	7.321.000	12.849.000
6. Transfert en capital	2.222.000	0	0	2.222.000
Total section	6.350.000	1.400.000	7.321.000	15.071.000
58. Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat féminin				
5. Investissements exécutés par l'Etat	4.229.000	1.741.000	4.995.450	10.965.450
6. Transfert en capital	2.732.000	0	0	2.732.000
Total section	6.961.000	1.741.000	4.995.450	13.697.450
59. Ministère de la Formation Professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat				
5. Investissements exécutés par l'Etat	3.672.000	0	3.954.000	7.626.000
6. Transfert en capital	4.252.000	0	0	4.252.000
Total section	7.924.000	0	3.954.000	11.878.000
60. Charges non Réparties				
5. Investissements exécutés par l'Etat	1.515.211	0	0	1.515.211
Total section	1.515.211	0	0	1.515.211
62. Ministère de l'Elevage				
5. Investissements exécutés par l'Etat	4.415.000	3.998.000	919.000	9.332.000
6. Transfert en capital	1.435.000	0	0	1.435.000
Total section	5.850.000	3.998.000	919.000	10.767.000
63. Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie numérique				
5. Investissements exécutés par l'Etat	565.000	0	0	565.000
6. Transfert en capital	2.750.000	0	0	2.750.000
Total section	3.315.000	0	0	3.315.000
64. Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Micro finance				
5. Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0
Total section	0	0	0	0

ANNEXE 5

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages
par Pouvoir public ou Ministère et par titre

	RESSOURCES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	INTERNES	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT + CP
	CP	PT	PT	
65. Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales				
5. Investissements exécutés par l'Etat	990.000	9.680.000	3.693.000	14.363.000
6. Transfert en capital	18.928.000	0.	0	18.928.000
Total section	19.918.000	9.680.000	3.693.000	33.291.000
66. Ministère des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire				
5. Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0
Total section	0	0	0	0
67. Ministère des Energies Renouvelables				
5. Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0
Total section	0	0	0	0
68. Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement				
5. Investissements exécutés par l'Etat	7.347.000	12.800.000	11.228.550	31.375.550
6. Transfert en capital	8.553.544	0	0	8.553.544
Total section	15.900.544	12.800.000	11.228.550	39.929.094
75. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche				
5. Investissements exécutés par l'Etat	867.000	7.000.000	0	7.867.000
6. Transfert en capital	9.037.000	0	0	9.037.000
Total section	9.904.000	7.000.000	0	16.904.000
80. Ministère de la promotion de la bonne gouvernance				
5. Investissements exécutés par l'Etat	239.070	0	0	239.070
Total section	239.070	0	0	239.070
81. Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation				
5. Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0
6. Transfert en capital	21.233.600	0	0	21.233.600
Total section	21.233.600	0	0	21.233.600
TOTAL GENERAL	532.100.000	168.200.000	168.900.000	869.200.000

ANNEXE 5 BIS **FINANCEMENT DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT**

En millions de francs CFA

Titre	INTITULE DES SECTEURS	SOURCES DE FINANCEMENTS						TOTAL	
		INTERIEUR (1)		EXTERIEURS (2)					
		ETAT		EMPRUNTS		SUBVENTIONS			
		AP	CP	FA	PT	FA	PT	AP+FA	CP+PT
	Investissements	4.810.540	532.100	2.701.548	168.200	1.454.207	168.900	8.966.295	869.200

AP = autorisation de programme

Financements publics intérieurs (TRESOR)

CP = crédits de paiement

Financements publics intérieurs (TRESOR)

FA = financement acquis ou en négociation très avancée

Financements extérieurs

PT = prévisions de tirage de l'année budgétaire

Financements extérieurs

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère

ANNEXE 8 bis

SERVICES DE LA DETTE EXTERIEURE ET DE LA DETTE INTERIEURE

(Art. 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de francs

LIBELLES	SERVICE PREVISIONNEL LFR 2013			SERVICE PREVISIONNEL
	TOTAL DETTE	INT + COM	Principal	
Dettes extérieures				
Crédits multilatéraux	82,67	21,93	60,74	82,28
dont BIRD/IDA/FIDA	47,07	12,47	34,6	46,92
BAD/FAD	8,09	3,21	4,88	8,07
OPEP/DADEA/BID	15,93	2,83	13,1	16,14
Autres crédits	11,58	3,42	8,16	11,15
Crédits Bilatéraux	77,63	18,46	59,17	74,69
Pays de l'OCDE	50,01	10,41	39,6	49,11
Pays arabes	12,81	2,55	10,26	12,47
Autres	14,81	5,5	9,31	13,11
Crédits à l'exportation	0,05	0,05		
Opérations financières	27,08	27,08	0	30,64
Eurobond 2011	22,33	22,33	0	22,33
Eurobond 2013	3	3		
Intérêt/tirages futurs	1,75	1,75	0	8,31
Sous total	187,43	67,52	119,91	187,61
Economies PPTE (pour mémoire)	17,67	4,34	13,33	17,83
Economies IADM pour mémoire	40,11	7,11	33	40,84
TOTAL à payer aux bailleurs	40,01	49,66	72,13	128,94
Dettes intérieures				
Rachats DTS/FMI FMI	17	3,07	13,93	17,01
Dépôt KOWEITIEEN	5,56	0,18	5,38	5,57
CDC Fonds particuliers	0,8	0,8		0,7
Service prévisionnel des emprunts avant 2013	181,98	30,55	151,43	184,48
Bon du Trésor	14,67	0	14,67	
Obligations du Trésor	167,31	30,55	136,76	
Service Prévisionnel des emprunts de 2013	20,2	20,2		
Bon du Trésor	15	15		
Obligations du Trésor	5,2	5,2		
Sous total	225,54	54,80	170,74	256,06
Total général	412,97	122,32	290,65	443,67

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Fatick

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mercredi 20 novembre 2013 à 10 heures 30 mn, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble urbain, sur lequel est édifié une Usine de décorticage, d'une contenance totale de 4ha 00a 00ca situé à Sokone hors Lotissement, borné au Nord par la route nationale n°5, au Sud par des terrains vagues à l'Est et à l'Ouest par des terrains également vagues.

L'immatriculation dudit immeuble a été demandée par le Chef du Bureau des Domaines, demeurant et domicilié en son Bureau au Centre des Services Fiscaux de Fatick, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal en exécution des prescriptions des décrets n°87-080 MEF/DGID/DEDT du 26 janvier 1987 et 87-1120 MEF/DGID/DEDT du 31 août 1987.

Suivant réquisition n°31 du 31 janvier 2013

Le Conservateur de la Propriété foncière,
M Daouda Badio

ANNONCES

(L'Administration n'emend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « ASSOCIATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP DES HLM » (A.P.S.H)

Siège social : HLM 4 extension - villa n°1220 - Dakar

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- assurer une éducation scolaire, une formation professionnelle, préserver la santé et le bien-être à tout un chacun ;
- défendre l'exercice de la citoyenneté et le respect de la dignité des personnes en situation de handicap ;
- soutenir l'accès aux loisirs, aux pratiques artistiques, culturelles et sportives.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

M^{me}. Maïmouna Badji, *Présidente* ;

MM. Abdou Karim Badji, *Secrétaire général* ;

Boucar Niang, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 326 GRD/AA/ASO en date du 18 septembre 2013.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « ASSOCIATION TOUBA PALLÈNE »

Objet :

- raffermir les liens culturels entre ses membres par l'organisation périodique d'activités socioculturelles ;
- développer des échanges culturels et socio-économiques entre les membres ;
- mener des actions de coopération et/ou de développement au village de Touba Pallène avec d'autres structures ;
- améliorer les conditions de vie des habitants du village de Touba Pallène et environs ;

Siège social : Villa n°1104, quartier MBod 3 - Guédiawaye

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Modou Fall, *Président* ;

Sidy Fall, *Secrétaire général* ;

Ibra Ngoné Fall, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 16310 MINT/DGAT/DLP/DLA-PA en date du 6 septembre 2013.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « ASSOCIATION NATIONALE SAKHAAL DIMBALENTE DE FATICK »

Objet :

- soutenir la première Dame dans l'effort de solidarité nationale ;
- mettre en oeuvre de manière durable une méthodologie et des moyens d'action susceptible de venir en aide aux personnes démunies, aux personnes atteintes de maladies graves nécessitant de gros moyens et aux personnes sinistrées.

Siège social : Quartier Peulgha Commune de Fatick

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

M^{mes} Fatoumata Baïdy Diallo, *Présidente* ;

Astou Faye, *Secrétaire générale* ;

Mbène Ndiaye, *Trésorière générale*.

Récépissé de déclaration d'association n° 16239 MINT/DGAT/DLP/DLA-PA en date du 16 juillet 2013.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : JEUNESSE CONSCIENTE ET RESPONSABLE CONSCIOUS AND RESPONSIBLE YOUTH «JCR-CRY»

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente, de solidarité et de fraternité ;
- contribuer l'émancipation socio-économique et culturelle des membres, par la promotion du développement local dans les zones d'intervention ;
- promouvoir le bien-être des personnes en mettant en place des programmes de sensibilisation sur les questions sanitaires et environnementales ;
- renforcer l'éducation et la formation des jeunes afin de leur permettre d'être opérationnel dans divers domaines d'activité ;
- soutenir et favoriser les initiatives individuelles et collectives.

Siège social : Villa n°547, HLM Grand-Médina-Dakar

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Cheikh Ahmed Tidiane Sy, *Président* ;

Omar Ndour, *Secrétaire général* ;

Thierno Souleymane Agne, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 16342 MINT/DGAT/DLP/DLA-PA en date du 27 septembre 2013.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : HAMMAR IBN YASIRR POUR L'ENSEIGNEMENT ET L'EDUCATION ISLAMIQUE

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- promouvoir l'enseignement du Coran et d'éducation islamique ;
- favoriser la formation ;
- sensibiliser sur le Coran et les Hadiths du Prophète Mouhamed (PSL) ;
- promouvoir les écoles coraniques.

Siège social : Villa n°107, Unité 17, Parcelles Assainies - Dakar

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Bondji Bâ, *Président* ;

Ousmane Sow, *Secrétaire général* ;

Mamadou Amadou Bâ, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 16354 MINT/DGAT/DLP/DLA-PA en date du 7 octobre 2013.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « CLUB DES RANDONNEURS DE CAMBERENE »

Siège social : -Cambérène quartier Thiokholane - Dakar

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- créer un espace de dialogue intergénérationnel d'échange pour une émergence sociale ;
- collaborer avec d'autres associations humanitaires à caractère national et international sans distinction de race, de couleur ou de religion.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Libasse Kane, *Président* ;

Seydina Laye Hane, *Secrétaire général* ;

Libasse Lô, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 377 GRD/AA/ASO en date du 11 octobre 2013.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « Association des Usagers du Forage (ASUFOR) de Niassène Diola » (Arr. Djibabouya, CR de Sansamba)

Siège social : Niassène Diola (Arr. Djibabouya, CR de Sansamba)

Objet :

- d'exprimer les demandes d'amélioration du service de l'eau;
- de participer aux choix d'investissements ;
- de définir les modes de distribution ;
- d'élaborer et d'exécuter un budget annuel couvrant l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'entretien ainsi que la part de renouvellement incombant à l'Association ;
- de définir les modes de ventes de l'eau ou de recouvrement des coûts ;
- de fixer une tarification permettant d'assurer la viabilité financière ;
- de faire assurer et contrôler l'exploitation des installations ;
- fonctionnement de la station de pompage et de distribution ;
- entretien et renouvellement des équipements de pompage et de distribution ;
- d'assurer ou de faire assurer les encaissements ;
- de faire assurer le relevé des données techniques et financières.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Malamine Diémé. *Président :*

Yaya Bathia. *Secrétaire général :*

Fatoumata Diémé. *Trésorière générale.*

Récépissé de déclaration d'association n° 35 GR.SDH/AA/ en date du 21 octobre 2009.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « Association des Usagers du Forage » (ASUFOR) de Dinguiraye

Siège social : A Dinguiraye
(CR de Médina Yoro Foulah,
Arrt. Médina Yoro Foulah, Département de Kolda)

Objet :

- d'exprimer les demandes d'amélioration du service de l'eau ;
- de participer aux choix d'investissement ;
- de définir les modes de distribution ;
- d'élaborer et d'exécuter un budget annuel couvrant l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'entretien ainsi que la part de renouvellement incombant à l'Association ;
- de définir les modes de vente de l'eau ou de recouvrement des coûts ;
- de fixer une tarification permettant d'assurer la viabilité financière ;
- de faire assurer et contrôler l'exploitation des installations ;
- fonctionnement de la station de pompage et de distribution ;
- entretien et renouvellement des équipements de pompage et de distribution ;
- d'assurer ou de faire assurer les encaissements ;
- de faire assurer le relevé des données techniques et financières.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. El Doudou Coulibaly. *Président :*

Moussa Sonko. *Secrétaire général ;*

M^{me} Ramatoulaye Ly. *Trésorière générale.*

Récépissé de déclaration d'association n° 42 GR.KD/sbc en date du 23 mai 2008.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : Association « ASUFOR » de Médina Gounass

Siège social : Dans la Communauté rurale de Médina Gounass (Arrondissement Bonconto, Département Vélingara)

Objet :

- d'exprimer les demandes d'amélioration du service de l'eau ;
- de participer aux choix d'investissement ;
- de définir les modes de distribution ;
- d'élaborer et d'exécuter un budget annuel couvrant l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'entretien ainsi que la part de renouvellement incombant à l'Association ;
- de définir les modes de vente de l'eau ou de recouvrement des coûts ;
- de fixer une tarification permettant d'assurer la viabilité financière ;
- de faire assurer et contrôler l'exploitation des installations ;
- fonctionnement de la station de pompage et de distribution ;
- entretien et renouvellement des équipements de pompage et de distribution ;
- d'assurer ou de faire assurer les encaissements ;
- de faire assurer le relevé des données techniques et financières.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Abdoulaye Sy, *Président :*

El Hadji Sané, *Secrétaire général :*

Abdoulaye Diallo, *Trésorier général.*

Récépissé de déclaration d'association n° 82 GRKD/mtd en date du 24 août 2012.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « Association des Usagers du Forage » (ASUFOR) de Boumouda (CR. Djirédji, Arr. Djirédji)

Siège social : Djirédji (CR. Djirédji, Arr. Djirédji)

Objet :

- d'exprimer les demandes d'amélioration du service de l'eau ;
- de participer aux choix d'investissement ;
- de définir les modes de distribution ;
- d'élaborer et d'exécuter un budget annuel couvrant l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'entretien ainsi que la part de renouvellement incombant à l'Association ;
- de définir les modes de vente de l'eau ou de recouvrement des coûts ;
- de fixer une tarification permettant d'assurer la viabilité financière ;
- de faire assurer et contrôler l'exploitation des installations ;
- fonctionnement de la station de pompage et de distribution ;
- entretien et renouvellement des équipements de pompage et de distribution ;
- d'assurer ou de faire assurer les encaissements ;
- de faire assurer le relevé des données techniques et financières.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Djibril Badji, *Président- :*

Idrissa Danfa, *Secrétaire général :*

M^{me} Marie Tendeng, *Trésorière générale.*

Récépissé de déclaration d'association n° 25 GR.SDH/AA en date du 7 octobre 2009.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « Association des Usagers du Forage » (ASUFOR) de Diattacounda

Siège social : A Diattacounda
(CR. de Diattacounda Arrt. Diattacounda,
Département de Sédhiou)

Objet :

- d'exprimer les demandes d'amélioration du service de l'eau ;
- de participer aux choix d'investissement ;
- de définir les modes de distribution ;
- d'élaborer et d'exécuter un budget annuel couvrant l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'entretien ainsi que la part de renouvellement incombant à l'Association ;
- de définir les modes de vente de l'eau ou de recouvrement des coûts ;
- de fixer une tarification permettant d'assurer la viabilité financière ;
- de faire assurer et contrôler l'exploitation des installations ;
- fonctionnement de la station de pompage et de distribution ;
- entretien et renouvellement des équipements de pompage et de distribution ;
- d'assurer ou de faire assurer les encaissements ;
- de faire assurer le relevé des données techniques et financières.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Abdoulaye Diatta, *Président :*

Lamine Mané, *Secrétaire général :*

Amadou M. Mansaly, *Trésorier général.*

Récépissé de déclaration d'association n°72 GR.KD/sbc en date du 23 juillet 2008.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « Association des Usagers du Forage » (ASUFOR) de Médina Yoro Foulah

Siège social : A Médina Yoro Foulah
(CR. de Médina Yoro Foulah. Arrt. Médina Yoro Foulah, Département de Kolda)

Objet :

- d'exprimer les demandes d'amélioration du service de l'eau ;
- de participer aux choix d'investissement ;
- de définir les modes de distribution ;
- d'élaborer et d'exécuter un budget annuel couvrant l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'entretien ainsi que la part de renouvellement incombant à l'Association ;
- de définir les modes de vente de l'eau ou de recouvrement des coûts ;
- de fixer une tarification permettant d'assurer la viabilité financière ;
- de faire assurer et contrôler l'exploitation des installations ;
- fonctionnement de la station de pompage et de distribution ;
- entretien et renouvellement des équipements de pompage et de distribution ;
- d'assurer ou de faire assurer les encaissements ;
- de faire assurer le relevé des données techniques et financières.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Chérif Baldé, *Président :*

Abdoulaye Faïnkhé, *Secrétaire général ;*

M^{me} Awa Traoré, *Trésorière générale.*

Récépissé de déclaration d'association n° 43 GR.KD/sbc en date du 23 mai 2008.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « Association des Usagers du Forage » (ASUFOR) de Timindalla (CR. de Sinthiang Coundara, Département Vélingara)

Siège social : A Médina Yoro Foulah (CR. de Médina Yoro Foulah, Arrt. Médina Yoro Foulah, Département de Kolda)

Objet :

- d'exprimer les demandes d'amélioration du service de l'eau ;
- de participer aux choix d'investissement ;
- de définir les modes de distribution ;
- d'élaborer et d'exécuter un budget annuel couvrant l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'entretien ainsi que la part de renouvellement incombant à l'Association ;
- de définir les modes de vente de l'eau ou de recouvrement des coûts ;
- de fixer une tarification permettant d'assurer la viabilité financière ;
- de faire assurer et contrôler l'exploitation des installations ;
- fonctionnement de la station de pompage et de distribution ;
- entretien et renouvellement des équipements de pompage et de distribution ;
- d'assurer ou de faire assurer les encaissements ;
- de faire assurer le relevé des données techniques et financières.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Boulaye Diaby, *Président :*

Mamadou Saliou Diallo, *Secrétaire général :*

M^{me} Fatou Tounkara, *Trésorière générale.*

Récépissé de déclaration d'association n° 17 GR.KD/sbc en date du 20 février 2012.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « Association « ASUFOR » de Fafacourou

Siège social : Dans la Communauté rurale de Fafacourou (Arrondissement de Fafacourou, Département Médina Yoro Foulah)

Objet :

- d'exprimer les demandes d'amélioration du service de l'eau ;
- de participer aux choix d'investissement ;
- de définir les modes de distribution ;
- d'élaborer et d'exécuter un budget annuel couvrant l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'entretien ainsi que la part de renouvellement incombant à l'Association ;
- de définir les modes de vente de l'eau ou de recouvrement des coûts ;
- de fixer une tarification permettant d'assurer la viabilité financière ;
- de faire assurer et contrôler l'exploitation des installations ;
- fonctionnement de la station de pompage et de distribution ;
- entretien et renouvellement des équipements de pompage et de distribution ;
- d'assurer ou de faire assurer les encaissements ;
- de faire assurer le relevé des données techniques et financières.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Sadio Balde, *Président :*

Diouldé Sané, *Secrétaire général :*

M^{me} Dalanda Diallo, *Trésorière générale.*

Récépissé de déclaration d'association n° 84 GR.KD/mtd en date du 24 août 2012.

Etude de M^r Bocar Arfang Ndao
Avocat à la Cour
Master en Droit Public
 Immeuble Axa, 5 Place de l'Indépendance

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n°13.293 de Grand Dakar (ex. 22.222/DG) appartenant à M. Ndiaga Pouye né à Thièle Parthiène en 1922 2-2

Etude de M^r Amadou Moustapha Ndiaye,
 Aïda Diawara Diagne & Mahamadou Maciré Diallo,
notaires associés
 83, Boulevard de la République
 Immeuble Horizons 2^{ème} étage - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie authentique des titres fonciers n° 1.248/BC et 13.744/GR appartenant à Feu Fidèle Dionou, fonctionnaire International, né à Mandina (Ziguinchor-Sénégal), le 1^{er} mars 1948 et décédé à Paris le 7 janvier 2012. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie originale du titre foncier n°672/DK appartenant au Gouvernement Fédéral de la République des Etats-Unis d'Amérique. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n°13.798 de Grand Dakar, reporté au livre foncier de Grand Dakar (GR) sous le n° 5.241/GR appartenant à la Société Sénégalaise de Plastic Africain Société anonyme à Dakar. 2-2

TRIBUNAL REGIONAL HORS CLASSE DE DAKAR

SYNDIC : ABDOULAYE DRAME
 EXPERT COMPTABLE DIPLOME D'ETAT
 5, avenue Hassan II (ex Albert Sarraut) Dakar

Avertissement

*Aux créanciers de CHOCOSSEN SAU
 en Règlement Préventif*

R.C n° SN Dakar n°2004 M-5405

Siège social : Rue 4, Zone Industrielle - Dakar

Ancienne Route de Rufisque

Administrateur général : René Regnault

Par un jugement n° 595/2013 du 16 mai 2013, le Tribunal Régional Hors Classe de Dakar a admis la Société CHOCOSSEN SAU au bénéfice du règlement préventif et, homologué le concordat préventif proposé en scénario n°3 : ordonné les publicités et mentions prévues aux articles 36 et 37 de l'Acte Uniforme de l'OHADA portant Organisation des procédures collectives d'apurement du passif.

Ainsi, en vertu de l'article 78 dudit Acte, « les créanciers chirographaires ou munis de sûretés de CHOCOSSEN SAU composant la masse doivent, sous peine de forclusion, produire leurs créances assorties, des pièces justificatives dûment documentées, auprès du Syndic.

La déclaration des créanciers doit également mentionner :

- Le montant de la créance due au 16 mai 2013, les sommes à échoir et les dates de leurs échéances ;
- La nature de la sûreté dont la créance est éventuellement assortie.

La même obligation est faite au créancier qui muni d'un titre de créance, a introduit, avant la décision d'ouverture, une procédure en condamnation en vertu d'un titre ou, à défaut d'un titre, pour faire reconnaître en droit.

Les titulaires d'un droit de revendication doivent également produire en précisant s'ils entendent exercer leur droit de revendication. A défaut de cette précision, ils sont considérés comme créanciers chirographaires.

Enfin, il est rappelé que la production de créance interrompt la prescription extinctive de celle-ci ».

Les dépens passeront en frais privilégiés du règlement préventif